

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Une grande première sous la Ve République

Sarkozy fusible de Fillon

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 3 mars 2008

Démocratie & Socialisme

Dans toute l'histoire de la Ve République, sauf sans doute pour Michel Debré en 1958, Pierre Mauroy en 1981 et lors des périodes de cohabitation, le président de la République a su utiliser un fusible, son premier Ministre, pour protéger sa popularité et lui laisser prendre les coups à sa place.

Dès 1962, de Gaulle a utilisé Pompidou. Pompidou s'est servi de Chaban-Delmas puis de Messmer. Giscard a fait de même avec Chirac et Barre. Mitterrand a usé quatre fusibles : Fabius, Rocard, Cresson et Bérégovoy. Chirac en a grillé deux, Raffarin et de Villepin.

Sarkozy a cru qu'il pouvait se passer de fusible ou être à lui-même son propre fusible. En réalité, il est devenu le fusible de Fillon. A tel point qu'un remaniement ministériel, arme habituelle de diversion du Président, aurait toutes les chances de faire l'effet d'un pétard mouillé tant la haine sociale est polarisée sur le seul Sarkozy. A côté dudit Sarkozy, Gribouille aurait fait figure de virtuose.

Seuls, de Gaulle et Mitterrand ont pu se passer de fusible, l'un en 1958 et l'autre en 1981

En 1981 et 1982, Mitterrand a fait une politique qui correspondait (en partie du moins) à ce que voulait son électorat : 39 heures sans perte de salaires, 5e semaine de congés payés, retraite à 60 ans, instauration de la section syndicale d'entreprise...

De 1958 à 1963, de Gaulle tenait le rôle d'un véritable « Bonaparte ». Fort de l'image qu'il s'était forgée durant la seconde guerre mondiale, il apparaissait comme un arbitre au-dessus des classes et recueillait non seulement les voix de Droite mais aussi celles d'une bonne partie de la Gauche. En vrai « Bonaparte » d'ailleurs, il gouvernait à coup de plébiscites. « Moi ou le chaos » menaçait-il à chaque référendum. Un an après 1968, la Bourgeoisie décidait qu'il était devenu trop dangereux pour sa domination et le « oui mais » de Giscard d'Estaing lui faisait perdre son dernier référendum, celui de 1969. Il démissionna alors comme il l'avait promis, gagna l'Irlande et ce ne fut pas le chaos.

Sarkozy s'est pris pour le Général de 1958

Il a cru qu'une perpétuelle agitation pouvait remplacer la stature historique du Général et que comme de Gaulle en 1958 il n'aurait nul besoin de fusible. Mais les habits de « Bonaparte » taillés pour de Gaulle étaient beaucoup trop grands pour lui. Il s'est rapidement pris les pieds dedans.

Il a voulu apparaître au-dessus des classes en annonçant qu'il serait le « Président du pouvoir d'achat », tout en faisant une politique de Droite « décomplexée ». Il l'a ainsi emporté face à une candidate du Parti Socialiste, peu désireuse de se battre sur ce terrain et d'y défendre avec un tant soit peu de conviction le programme, pourtant bien tiède, du PS. Aujourd'hui, il reconnaît, dans les faits, qu'il ne peut pas, à la fois, mettre en oeuvre la politique du Medef et augmenter les salaires. Le pouvoir d'achat diminue et la promesse de Sarkozy apparaît pour ce qu'elle était, une supercherie. .

N'est pas de Gaulle qui veut et dès que la première occasion de référendum apparut, le « Bonaparte » au petit pied

s'est bien donné garde de donner aux électeurs le choix entre « lui et le chaos ». Il n'avait aucun doute sur le résultat. Il a donc choisi la fuite et la ratification du TCE par voie parlementaire.

La classe dominante voudrait limiter les dégâts

La Bourgeoisie a appuyé avec tous ses moyens l'élection de Sarkozy. Aujourd'hui, elle comprend qu'il est devenu dangereux pour sa domination. Un président de la République qui ne se cache pas pour mener la belle vie avec ses amis milliardaires, qui multiplie d'un seul coup son salaire par 2,72... tout cela rend furieux les salariés, en particulier ceux qui sont tombés dans le panneau qu'il leur tendait et qui ont voté pour lui.

Son agitation et ses fredaines mettent en danger toute la politique que le Medef veut pouvoir mettre en oeuvre le plus rapidement possible. Les « réformes » promises par Sarkozy au Medef, signifient, en effet, de nouveaux coups d'une extrême brutalité contre les retraites par répartition, contre l'assurance-maladie, contre le pouvoir d'achat avec l'instauration d'une TVA « sociale »... Et là, ce ne sera plus aux seuls salariés des régimes spéciaux que Sarkozy s'affrontera mais à l'ensemble du salariat.

C'est d'autant plus inquiétant pour la Bourgeoisie que Sarkozy jette de l'huile sur le feu avec ses frasques et ses paillettes au moment où les grèves pour le pouvoir d'achat se multiplient dans le secteur privé et où la victoire de la gauche aux municipales et aux cantonales a toutes les chances d'encourager un mouvement social qui commence déjà à s'étoffer.

La Bourgeoisie utilise deux moyens de pression pour faire entendre raison à Sarkozy

Les grands médias dont elle est propriétaire, tout d'abord. Ces grands médias sont de plus en plus critiques vis-à-vis de Sarkozy et font pression sur lui pour qu'il cesse d'apparaître comme le Président exhibant sa Rolex, ses Ray-ban et ses voyages en jet. Certains ont même titré avec la photo de Sarkozy à l'appui : « Cet homme est dangereux ! ». Là encore, c'est une grande première sous la Vème République !

Fillon, ensuite. Les médias le mettent en valeur, l'aident à grimper dans les sondages et essaient de convaincre que ce n'est pas la politique de « réforme » que les habitants de notre pays rejette mais la méthode « particulière » de Nicolas Sarkozy. La preuve de cette affirmation serait que Fillon qui met en oeuvre cette politique grimpe dans les sondages d'opinion.

En réalité, c'est l'inversion du rôle de fusible qui explique pourquoi Fillon monte dans les sondages alors que Sarkozy s'écroule. C'est uniquement pour cela que Fillon ne dégringole pas à la même vitesse que Sarkozy. Si Fillon se mettait à jouer le rôle de fusible et à assumer la fonction habituellement dévolue au premier Ministre, il s'effondrerait à la même vitesse que Sarkozy. Ce n'est pas pour autant que ce dernier verrait sa cote de popularité remonter, il en a sans doute déjà trop fait.

Ce ne sont pas les incartades de Sarkozy qui lui valent la colère des salariés. Si Sarkozy avait tenu ce qu'il avait promis et augmenté le pouvoir d'achat ou fait reculer le chômage autrement que dans les statistiques, les salariés (en particulier ceux qui avaient voté pour lui) n'attacheraient que peu d'attention à ses fougades. Ce qui rend tout cet étalage de luxe et de clinquant insupportable pour les salariés c'est que Sarkozy est incapable d'augmenter le pouvoir d'achat. Ce qui les rendra encore plus insupportable ce sont les nouvelles attaques que préparent contre le

salariat, Sarkozy, Fillon et le Medef.

La Bourgeoisie est loin d'être au bout de ses peines avec l'actuel Président. Elle a tout fait pour que Sarkozy soit au pouvoir. Il faut maintenant qu'elle en paye le prix. Il a, comme le disent plaisamment certains commentateurs, « les défauts de ses qualités ». Et, pour les 500 familles qui détiennent la réalité du pouvoir dans le pays, les défauts commencent à l'emporter largement sur les qualités.

Mais la Constitution de la Vème République fait de son président quelqu'un de totalement irresponsable sur le plan politique. Il n'a de compte à rendre à personne pendant 5 ans et personne ne peut le révoquer.

Mais cette Constitution donne aussi au président de la République le pouvoir de nommer et de révoquer le premier Ministre. Si Fillon lui fait trop d'ombre, il paraît douteux que Sarkozy accepte très longtemps la situation et se mette à inaugurer les chrysanthèmes. Le plus probable est qu'il choisira de se séparer de Fillon et de montrer qui dirige. Fillon le sait fort bien et semble ne pas toujours apprécier à leur juste valeur les lauriers que lui tressent aujourd'hui les médias.

Sarkozy décide, Fillon exécute

Il n'y a aucune divergence politique entre ces deux hommes de Droite. Le « découplage » politique qui existerait entre ces deux néolibéraux est une fable destinée à ne pas vider le bébé avec l'eau du bain, les « réformes » voulues par le Medef avec la popularité de Sarkozy.

Fillon est celui qui a fait voter la loi de 2003 contre les retraites par répartition avec l'appui inconditionnel de Sarkozy et de toute la Droite. Il a soutenu, comme Sarkozy, toutes les pires attaques contre le salariat : la loi contre l'assurance-maladie obligatoire, le CNE, le CPE, la réécriture du code du travail, la traque des chômeurs.....

Il a rédigé une bonne partie du programme de Sarkozy.

Nulle note discordante n'est venue troubler l'harmonie de leurs relations quand Sarkozy a décidé de faire un fantastique cadeau fiscal de 15 milliards d'euros (annuels) aux contribuables les plus riches, de refuser d'augmenter le Smic en 2007, de n'augmenter les retraites que de 1,1 % en 2008, d'attaquer les régimes spéciaux de retraite, d'imposer les « franchises médicales » ou de faire voter la loi Péresse. ..

Si Fillon grimpe dans les sondages c'est parce que les médias lui font la courte-échelle et surtout parce que, au contraire de Sarkozy qui avait décidé d'occuper toute la scène, il s'est retrouvé confiné dans l'ombre. Si demain, Sarkozy lui laissait occuper le devant de la scène et endosser au grand jour la responsabilité de la politique de la Droite, il ne s'écoulerait guère de temps avant que sa cote de popularité ne se retrouve dans les mêmes bas-fonds que celle de Nicolas Sarkozy.

Jean-Jacques Chavigné